

ÉLECTIONS, PIÈGE À CONS ? QUE RESTE-T-IL DE LA DÉMOCARTIE ?

Jean Salem¹

Un problème peut désormais légitimement agiter nos neurones: les campagnes électorales, les bonnes intentions et les scrutins à venir suffiront-ils pour éviter à ceux qui militent à gauche en ce XXI^e siècle commençant, de finir dans des camps (ancien style) ou dans des stades (à la chilienne) ? Voici, en effet, que les héritiers du fascisme et du national-socialisme relèvent la tête en Europe ! Autant dire que tout cela pourrait finir en apocalypse... Et que ni les votes « utiles » ni les paniques sans grands lendemains des petits-bourgeois ne pourront faire office de rempart approprié contre ce qui vient ! C'est en pensant à cela, surtout, c'est-à-dire au vacillement de notre civilisation, que j'ai souhaité parler, dans un pamphlet intitulé *Élections, piège à cons ?*, paru chez Flammarion en février 2012: 1/ de ce que j'appellerais volontiers l'actuel *cirque* électoral; 2/ de la confiscation du pouvoir que ce cirque autorise et entretient sous nos yeux; 3/ du régime d'élection ininterrompue dans lequel on fait vivre aujourd'hui le citoyen de démocraties épuisées, régime qui participe d'une période de crise suraiguë du capitalisme, d'une période d'anxiété et de troubles, d'une période qui sent l'avant-guerre.

1. Le cirque électoral

Dans la première partie de ce petit livre, je commence par rappeler le manque de crédibilité dont souffre aujourd'hui la parole publique. Les États ne cessent de revenir sur des engagements qu'ils avaient solennellement contractés envers tout ou partie de leurs citoyens (âge et conditions de départ à la retraite, sécurité de l'emploi pour les fonctionnaires, etc.). Et les alternances de majorités politiques diverses ou autres jeux de chaises musicales semblent ne devoir ressembler qu'à des cycles au cours desquels se succèdent invariablement faramineuses promesses et désillusions programmées.

Il faut voir, notamment, comment la phrase de « gauche » a servi de tremplin à d'innombrables partis-menteurs, à des politiciens-menteurs, que plus rien ne distingue de la réaction la plus franche et la plus ouverte, *sauf la phrase de gauche* à laquelle ils recourent aussi longtemps qu'ils font un stage dans

¹ Philosophe, professeur à l' Université Paris 1/Panthéon-Sorbonne

l'« opposition ». Naomi Klein (dans *La Stratégie du choc*, Actes Sud, 2008, p. 476) évoque en ce sens le cas exemplaire du Sri Lanka. En 2003, une puissante vague de grèves et de manifestations avait abouti à rejeter la « thérapie de choc » ardemment souhaitée pour ce pays par la Banque mondiale et le FMI. Et le mouvement s'était prolongé, aux élections parlementaires de 2004, par la victoire électorale d'une coalition nettement orientée à gauche, ouvertement hostile aux privatisations. Mais les dévastations provoquées par le tsunami de décembre 2004 eurent pour effet de convertir la présidente, Chandrika Kumaratunga (en poste depuis 1994), à la religion du libre marché... Elle parcourut la côte ravagée, et annonça : « Notre pays a la chance de posséder de nombreuses richesses naturelles. Jusqu'ici nous ne les avons pas exploitées à fond. [...] La nature s'est probablement dit : "Assez, c'est assez !", et elle nous a frappés de toutes parts pour nous rappeler que nous devons être tous ensemble ». Quatre jours après l'arrivée de la vague mortelle, commença donc le processus d'adoption d'une loi qui tendait à privatiser la distribution d'eau potable. En vertu des décrets de la Providence ! Suivit, tout aussitôt, le morcellement de la compagnie nationale d'électricité, qui fut ouverte au secteur privé. Puis la classique vente du pays à la découpe débuta (terres, forêts, plages, etc.) : *classique*, car c'est bien ainsi qu'a procédé en Russie (en 1991), en Irak (en 2003), à La Nouvelle Orléans (après le passage de l'ouragan Katrina, en août 2005) ou ailleurs, ce que N. Klein a appelé le *capitalisme du désastre*.

Au fait, serions-nous *sommés* de faire un choix, de voter autrement que *blanc*, c'est-à-dire de manifester au moins une part – même mesurée – de notre confiance si les deux principaux candidats à une élection se trouvaient être non pas ceux qui ont applaudi et accompagné toutes ou presque toutes les récentes guerres de l'Empire US, mais des criminels de guerre avérés ? Restons donc à Sri Lanka encore un instant. Début 2010, au lendemain d'une guerre qui aura probablement causé la mort de 100.000 personnes, d'une guerre agrémentée d'homicides, de mutilations, de viols, de tortures, de persécutions raciales, ce sont deux responsables sri-lankais, tous deux susceptibles d'avoir à répondre de crimes de guerre, qui se disputaient la présidence de la République : le président sortant, Mahinda Rajapakse, et l'ancien chef d'état-major, le général Sarath Fonseka, considéré comme le principal artisan de la sanglante victoire contre les Tigres

tamouls. Rajapakse remporta l'élection, en janvier. Le 8 février suivant, Fonseka était arrêté : convaincu de corruption, il fut alors traduit devant une cour martiale et condamné à trois années de prison. Qui s'offusquera, dans un tel paysage de désastre et de corruption, si on lui apprend que le site *Tamilnet* s'est laissé aller à fournir aux Tamouls rescapés des massacres cette désespérante « non-consigne » : « Voter Rajapakse ou Fonseka revient au même... toute participation au vote est une soumission au système » ? *Mutatis mutandis*, avec des oiseaux moins violents et moins répugnants, permettez-nous, de temps en temps, de nous abstenir, tolérez que nous restions sur notre réserve et que nous passions notre chemin posément, sans nous prononcer en faveur d'aucun des « champions » en lice.

Et puis, le XXI^e siècle semble devoir être *dynastique* en diable. C'est par le vote populaire, et pas nécessairement par un *simulacre* de vote, que sont validées des successions qui tendent toujours davantage à redevenir *dynastiques*. Le président George Bush père fit ainsi don aux États-Unis d'Amérique et au monde de son fils George W. Bush. Bush fils, qui, après une période d'alcoolisme dont Dieu lui-même l'aurait aidé à sortir, se fit un prénom en déclenchant lui-même sa propre *busherie*, une guerre d'Irak à lui, rien qu'à lui, la deuxième, encore plus barbare et plus injustifiable que celle de son père. Franchissons les océans : alors qu'en Inde ou au Pakistan, des traditions plus qu'archaïques continuent d'assurer à certaines familles (les Gandhi, les Bhutto) une suprématie qui semble inscrite dans les étoiles, l'Afrique, avec un éclat tout particulier, tend à confirmer notre pronostic : le XXI^e siècle sera *démocratiquement* dynastique ou ne sera pas. Plus ou moins indûment et après plus ou moins de crimes, Eyadema fils (au Togo), Bongo fils (au Gabon), Kabila fils (au Congo), peuvent, somme toute, se prévaloir d'avoir été *élus* par leurs peuples. Et même, de l'avoir été *à la régulière*... Élus du peuple, à l'issue d'un vote plus ou moins serein, plus ou moins farcesque, maladroitement mis en scène ou presque crédible, – quoi qu'il en soit, après quelque chose qui ressemble à un *vote*. Quant à l'Europe, cette fièvre dynastique ne paraît plus aujourd'hui confinée au Sud et à l'Est du bassin méditerranéen. Car on sait que, dans le cadre de la *démocratie héréditaire* grecque, deux familles, l'une de « gauche » et l'autre de droite, les Caramanlis et les Papandreou, en sont à la génération non plus des fils mais des petit-fils (pendant 37 des 50 années de « démocratie », à compter de l'année 1956,

le yoyo dynastique aura conduit 5 membres différents de ces deux familles, grand-père, père, fils ou neveu, à alterner au poste de premier ministre !).

Ainsi, les peuples sont à ce point malmenés, méprisés et décervelés qu'on leur fait *élire*, et souvent « en toute liberté », celui-là même que la morale privée la plus banalement rigoureuse s'interdirait d'attendre à *cette* place, dans *cette* position, dans *cette* posture. Dans une posture qui lui fait prêter le flanc à toutes les rumeurs de népotisme, de favoritisme et de corruption.

2. Le pouvoir confisqué

Il est à peine utile de souligner que les peuples colonisés n'eurent de cesse de revendiquer le droit de suffrage auprès des autorités coloniales. Que le vote des Noirs aux États-Unis ne devint *envisageable* qu'avec l'adoption du 15^e amendement, en 1870, mais que, dans les faits, il fut acquis grâce au Mouvement pour les Droits civiques et à la signature par le président Johnson, le 6 août 1865, d'une loi sur le droit de vote. Disons, pour aller vite, que le mouvement de l'histoire récente a tendu, à travers mille luttes et maints sacrifices, à ce que chaque humain (ayant atteint l'âge de la majorité légale) compte – avec toujours moins d'exceptions – pour une voix à part entière.

Wilhelm Liebknecht (1826-1900), père de Karl et co-fondateur du Parti social-démocrate allemand, prenait toutefois le soin de faire observer que l'instauration du droit de suffrage généralisé ne suffit absolument pas à garantir que la démocratie prévaut dans le pays où cette mesure a été concédée : « Quand Bonaparte (Napoléon III) eut assassiné la république, déclarait Liebknecht, il proclama le suffrage universel. Quand le comte de Bismarck eut assuré la victoire des hobereaux prussiens, il proclama le suffrage universel. Dans les deux cas, la proclamation, l'octroi du suffrage universel scella le triomphe du despotisme. Cela devrait ouvrir les yeux aux amoureux du suffrage universel ». Et, concernant les formes de transition du capitalisme au socialisme, Lénine se plut à invoquer très souvent cette phrase qu'Engels avait écrite dans son *Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (cf. Éditions Sociales, 1966, p. 159) : « Le suffrage universel est l'indice qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. *Il ne peut être rien de plus, il ne sera jamais rien de plus dans l'État actuel* ». Lénine

renvoie à ce passage d'Engels, entre autres, en 1917, dans le troisième chapitre de *L'État et la Révolution*, et il considère même qu'un tel texte revient à qualifier le suffrage universel d'« instrument de domination de la bourgeoisie » (*Œuvres Complètes*, t. XXV, p. 426).

Les sociaux-démocrates révolutionnaires, ajoutait-il toutefois, ne sauraient se détourner *par principe* du travail parlementaire ni boycotter les consultations électorales à tout coup. Voter, dans les parlements, pour toute amélioration de la situation des masses, si minime soit-elle (pour l'augmentation, par exemple, des secours aux habitants des régions dévastées, pour l'atténuation de l'oppression nationale, etc.), cela constitue une tâche évidemment nécessaire. Mais la « démocratie capitaliste », soulignait également Lénine (cf. *L'État et la révolution*, chap. V, § 2), ne fait jamais qu'autoriser les opprimés, une fois tous les trois ou six ans, à décider, quel membre de la classe dirigeante les représentera et foulera aux pieds leurs intérêts au Parlement. « Considérez, lisons-nous dans le même ouvrage (chap. III, § 3), n'importe quel pays parlementaire, depuis l'Amérique jusqu'à la Suisse, depuis la France jusqu'à l'Angleterre, la Norvège, etc. : la véritable besogne d'« État » se fait dans la coulisse, elle est exécutée par les départements, les chancelleries, les états-majors. Dans les parlements, on ne fait que bavarder, à seule fin de duper le « bon peuple » ». Et c'est ainsi que voter peut devenir un acte sans fondement ni impact politiques.

Car il faut voir comment le suffrage universel est, de nos jours, aussi souvent piétiné qu'on en vante avec emphase les vertus, la grandeur, la sacralité. Les peuples votent-ils « comme il faut » ? La cohorte des béni-oui-oui et autres chroniqueurs à gages les en félicitent aussitôt. Votent-ils « mal » ? alors on doit absolument... *refaire* l'élection au plus vite. Les électeurs français rejettent-ils, en mai 2005, un « traité établissant une constitution pour l'Europe » ? On abolit leur volonté, en réunissant, au début de l'année 2008, députés et sénateurs à Versailles, afin que le traité (ou sa remouture) soit malgré tout ratifié(e). Même scénario aux Pays-Bas : rejet massif de la même chose en juin 2005 ; votes favorables, en juillet 2008, à la chambre basse, puis au Sénat hollandais, en faveur d'une loi faisant passer ce que 62% des très nombreux Néerlandais qui avaient fait l'effort de se déplacer trois années plus tôt avaient très expressément rejeté. À noter qu'en cette occurrence, l'*establishment* n'avait couru le « risque » du référendum populaire que

dans 10 des 25 pays alors concernés... Une autre consultation populaire organisée le 12 juin 2008 en Irlande aboutit-elle au rejet du traité de Lisbonne par 53,4 % des votants ? Qu'à cela ne tienne : le 2 octobre 2009, un deuxième référendum portant sur la même question voit « les » Irlandais dire « oui à l'Europe » !

Voilà comment l'on transforme le citoyen en *sujet* de la représentation qu'il est pourtant censé s'être donnée. Voilà comment l'on parvient à donner de l'acte électoral une perception qui se situe à mi-chemin entre sacralisation et indifférence mêlée de dégoût ! Voudraient-ils organiser cette « panne d'énergie civique » plaisamment décrite dans *La Lucidité*, le roman de Saramago, que les édiles européens ne s'y seraient pas pris autrement ! Et lorsqu'il s'agit de peuples plus régulièrement traités par des méthodes de violence ouverte, l'exemple du sort réservé aux vainqueurs de l'élection qui eut lieu en Palestine en janvier 2006, l'exemple réservé aux gagnants qu'on n'attendait pas (les représentants du mouvement Hamas) est assez édifiant pour qui voudrait feindre de croire que le droit de suffrage est universellement respecté par ceux-là même qui, d'ordinaire, en font volontiers le suprême critère de la démocratie et de l'observance des droits de l'homme. « Sanctions » politiques et économiques de la part de l'Europe et des États-Unis contre les électeurs palestiniens coupables d'avoir défié l'Occident, puis châtement militaire infligé par l'armée israélienne à la fin de l'année 2008 : dans cette région du monde, c'est ainsi que d'aucuns s'inclinent devant les résultats des votes populaires. — Comment, dans de telles conditions, s'étonner que, dans un nombre croissant de pays, progresse un peu plus chaque jour le sentiment que le vote ne sert plus à rien ? Une petite voix, qui prend des allures d'évidence, nous murmure périodiquement à l'oreille : « Vote toujours, le centre de décision est ailleurs » ! Si ce n'est pas Bruxelles, c'est la Banque mondiale, l'OMC ou le FMI qui, de fait, décidera de ceci, de cela : le citoyen le moins informé perçoit, désormais, les grandes institutions internationales comme autant d'« instruments d'un pouvoir monocratique et médiocratique », pour parler à la manière de Sabino Acquaviva (*La democrazia impossibile. Monocrazia e globalizzazione nella società*, Venise, Marsilio, 2002, p. 144).

Le peuple anglais, écrit Rousseau dans une superbe page de son *Contrat social* (livre III, chapitre 1), « pense être libre ; il se trompe fort ; il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement : sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il

n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde ». Car Rousseau, comme on sait, ne croit pas que le « souverain » (c'est ainsi qu'il appelle le *peuple assemblé*) puisse jamais être *représenté* par des députés préalablement mandatés pour plusieurs années, c'est-à-dire susceptibles d'agir assez vite à leur guise. Somme toute, les élections constituent une sorte d'*abdication* recommencée de loin en loin. La souveraineté du peuple, selon Rousseau, est *inaliénable* ; autrement dit, c'est le peuple assemblé, et lui seul, qui est habilité à édicter des lois légitimes. Et les dépositaires de la puissance exécutive ne sont jamais que ses officiers, ses commissaires – rien de plus (*Contrat social*, resp. : III, 18 et 15). À ce titre, ils sont à tout instant révocables. « À l'instant qu'un peuple se donne des représentants, il n'est plus libre ; il n'est plus ». — « Le peuple anglais pense être libre ». Mais les Anglais « sont-ils même libres ce jour-là ? », ajoutait C. Castoriadis ? Car « les cartes sont forcées, les pseudo-options sont prédéterminées par les partis – et, au surplus, vides ». Que sont donc, en effet, les « programmes » des partis politiques aujourd'hui, en France, en Angleterre ou ailleurs ?

Aux États-Unis, au cœur du « monde libre », la proportion des votants a fondu de manière ininterrompue pendant les quarante années qui ont précédé l'élection de B. Obama, en 2008. Un léger regain de participation avait alors été suscité par le véritable dégoût qu'avait inspiré l'équipe des Rumsfeld, des Cheney et des Bush, – dégoût qui avait favorisé par surcroît l'émergence d'un candidat aux allures de prophète des temps nouveaux. — Les Américains, ou plutôt les hommes américains de race blanche, ont pourtant voté en masse pendant plusieurs décennies, de 1840 à 1900, après que le suffrage « universel » eut été instauré dans la majorité des États. Mais aujourd'hui, c'est une *misère civique* plus que séculaire qui prévaut au cœur de l'Empire, et qui s'exporte dans la plus grande part des pays ayant adopté (de longue date, ou seulement depuis la fin de l'Union soviétique) un modèle à *l'occidentale*. Dans un pays de près de 310 millions d'habitants, où plus de 215 millions de personnes étaient en âge de voter, on put donc parler de triomphe et de record historique, en l'an 2008, du fait que 130 millions de personnes s'étaient déplacées un jour d'élection, et qu'un peu plus de 30% des gens en âge de voter avaient accordé leurs suffrages au candidat victorieux : Barack Obama. Deux ans plus tard, à mi-mandat, le système eut tôt fait de *retrouver ses voix*, autrement dit sa

carence en voix, toujours plus chronique. Il eut tôt fait de confirmer ses sempiternels effets à l'occasion de scrutins, certes assez complexes (ainsi, à New York, votait-on à la fois pour les élections au Congrès, pour le governorat et pour pourvoir des postes concernant la fonction publique dans l'État de New York) : indifférence mêlée de mépris à l'égard des politiciens, et colère ou écoëurement au sein d'une fraction constamment croissante de ce qui mérite de moins en moins d'être appelé le « corps électoral ».

Quant au consensus bipartite, Washington en fournit un parfait *modèle*, après lequel la bourgeoisie française *court* littéralement depuis trente années : un modèle qui limite toute possibilité de réforme, qui permet au capitalisme et au militarisme US de se maintenir sans jamais être fondamentalement contestés, et à une poignée d'individus d'accaparer richesses et pouvoir. Le phénomène d'hyper-abstention est si massif, et si général, qu'il y a même lieu de se demander s'il n'est pas prévu, planifié ou, tout du moins accompagné. Comme si l'existence d'une armée électorale de réserve, d'une masse toujours plus immense de citoyens indifférents, désabusés ou amorphes, constituait l'une des *conditions* de la mise en place de l'État réduit aux acquêts, de l'État néolibéral, de l'État veilleur de nuit qui a universellement servi, ces dernières années, de *standard* et de norme obligée ! Ainsi, dès les élections européennes de juin 2009, cette hyper-abstention atteignit un total de 57 % des inscrits sur l'ensemble des 27 États membres, avec des pointes à 70 %, voire à... 90 % dans certaines villes et quartiers populaires, en Slovaquie par exemple. À quoi il faut ajouter, dans de nombreux pays dont la France, le défaut d'inscription de nombreux jeunes gens sur les listes électorales, ce qui constitue une autre forme, radicale, d'abstention.

3. L'élection ininterrompue

On a résolu, par surcroît, de nous faire vivre, alors même que les libertés publiques sont chaque jour un peu plus menacées, dans l'illusion d'un monde vivant en permanence *en vue* du cirque électoral. Nous sommes censés évoluer, somme toute, en régime d'élection *ininterrompue*. Dans ce monde actuellement régi par une sorte de *Herrenvolksdemokratie*, de démocratie *pour la race des seigneurs*, on a voulu nous faire accroire que l'indice unique, absolu, nécessaire, suffisant, etc., de la « démocratie », c'est une élection en bonne et due forme, avec des observateurs

impartiaux et des commissions si possible commissionnées par la Maison Blanche. Ce fut là le sens de la mascarade qui a consisté en ce que Barack Obama s'empresse de féliciter Karzaï, son ami afghan, en août 2009, pour une victoire encore plus manifestement volée que celle qui avait été contestée deux mois plus tôt, à Ahmadinejad, en Iran. Dis-moi si tu sers mes intérêts : je te dirai si tes élections se sont déroulées dans les règles. « C'est un fils de pute, mais c'est *notre* fils de pute », aurait dit Roosevelt, un peu plus crûment, lorsqu'on lui parlait du dictateur nicaraguayen Somoza García.

Certes, l'Organisation des Nations Unies a pu jouer un rôle essentiel dans le contrôle de certains processus électoraux particulièrement délicats, et qu'elle a, sur ce terrain, donné quelques preuves : surveillance de processus électoraux par temps de décolonisation (ainsi, en Namibie, en 1989, ou au Timor oriental, en 2002) ; observation des élections au Nicaragua, d'août 1989 à février 1990 ; organisation et conduite des élections au Cambodge, en 1993 ; etc. Le *hic*, c'est qu'il y a fort à parier que la surveillance internationale risque d'être très fortement liée aux pressions ou aux encouragements des puissants, c'est-à-dire, précisément, de l'Empire et de ses alliés. Tout coule ainsi à l'élection, et tout en découle : elle serait la reine de la politique, le critérium de toutes les vertus.

Et, à l'assommoir d'une information toujours plus locale, superficielle, répétitive, s'ajoute ce que Philippe Champagne nommait très justement le « faux consensus fabriqué par les sondeurs » (*Faire l'opinion*. Le nouveau jeu politique, Paris, Les Éditions de Minuit, 1990, p. 201). Bien évidemment, puisque le sondage ne mesure absolument pas l'*intensité* d'une opinion, – j'entends par là sa *force sociale*, autrement dit la capacité qu'elle a à se faire entendre et à avoir un quelconque impact sur l'environnement social de celui qui a émis l'opinion en question. — Marx écrivait que l'idée ou la théorie devient « force matérielle » dès qu'elle s'empare des masses (*Contribution à la critique de la Philosophie du droit de Hegel. Introduction* [1843], trad. M. Simon : Paris, Aubier, 1971, p. 79). Un million de personnes défilant pacifiquement et reprenant en cœur quelques slogans point trop vagues constituent en effet un vivant désaveu à l'égard du pouvoir en place. Et, le cas échéant, une menace. Ce million d'individus démontre *en marchant* que ce qui n'était jusque-là que projet politique ou revendication syndicale constitue désormais une *force matérielle*, une force de frappe tangible, en ordre de marche : c'est

l'incarnation de l'idée. D'une idée qui s'est *mise en marche*. Or, de nos jours, le pouvoir tend à opposer volontiers l' « opinion publique », telle que les instituts de sondages ou les élections la mesurent, aux manifestations de rue organisées par des « minorités bruyantes ». Et le sondage-considéré-comme-l'un-des-beux-arts tend précisément à substituer la prétendue mesure d'une opinion (qui n'a d'unité que verbale) à l'affirmation physique des opinions qu'exprime d'ordinaire la tenue de manifestations et de contre-manifestations. Il participe donc très directement à la lutte politique tout en affectant de constituer une observation impartiale, extérieure au « jeu » politique.

Cette pratique, écrivait également Ph. Champagne, qui a un intérêt scientifique presque nul mais un rendement politique très élevé, « place, contre l'esprit même du système représentatif, la vie politique en situation d' "élections permanentes" » (*Faire l'opinion, op. cit.*, p. 272-273). Au cirque néolibéral de la réforme ininterrompue répond, par conséquent, le cirque politico-médiatique du vote ininterrompu, – en plus clair : le régime du sondage à jet continu. Tel un ravi de la crèche, Alain Lancelot, professeur, mais aussi sondeur et *doxosophe* de son état, put écrire voici trente ans : « les principales critiques formulées à l'encontre des sondages d'opinion peuvent être également utilisées contre le suffrage universel ». Partant, « critiquer les sondages, ce serait critiquer la démocratie » (« Sondages d'opinion et suffrage universel », *Commentaire*, 10, été 1980, p. 214-219). Les sondages se donnent ainsi comme autant de référendums. Ils ont un effet de verdict. L'opinion, tel un ventriloque, *a parlé*. De façon chiffrée. Du coup, la « démocratie » serait, désormais, définie statistiquement (on la *constaterait*, par enquête) et non pas normativement (elle n'est pas déduite de principes).

C'est ce qui fait que, pour ma part, j'ai pratiqué depuis trente années soit l'abstention désabusée (ou son équivalent, le vote blanc), soit le vote en faveur de ce qui restait du Parti communiste français, soit, à l'occasion, le vote pour ce qu'il est convenu d'appeler l' « extrême-gauche ». — Là-dessus, on me demandera sans nul doute ce que JE « propose ». Ce qu'on peut dire, c'est que, dans le cadre même du présent système, une limitation effective du cumul des mandats atténuerait un peu l'impression que l'électeur n'a affaire qu'à des « professionnels » de la politique. On pourrait aussi caresser le doux rêve d'un strict encadrement des rémunérations perçues par les « politiques » : il était de tradition, après tout, au Parti communiste

français, que l'élu reversât la majeure partie de ses gains à la cause, ce qui rendait ses conditions de vie souvent presque comparables à celles de ses mandants les plus ordinaires. Cela évitait que l'on puisse prêter aux élus le raisonnement qu'en Croatie, un candidat à de récentes élections tenait à haute voix : « Votez pour moi ! Pour vous, cela ne changera rien. Mais pour moi... beaucoup ! ».

Mais, ce qu'il faut changer en vérité, c'est *l'ensemble*. Et avant qu'il ne soit trop tard. Il faudrait, toutes affaires cessantes, reconstruire une organisation de résistance, un parti de lutte, digne de ce nom. Ce qu'il faut changer, c'est un système où l'omniprésent modèle du *marché* est assez prégnant pour que des analystes plus ou moins désintéressés aient pu transformer le citoyen-électeur en un vulgaire consommateur (voyez la théorie dite du « choix rationnel », du *rational choice* – du *rat choice*, comme l'appellent quelques chers-collègues américains, bien évidemment « malintentionnés »). Un système au cœur duquel sont inscrites l'inégalité, la chiennerie, la violence, la guerre. *Their bonuses are based on my misfortune !*, « leurs bonus sont indexés sur mon malheur ! », s'écrie, dans le film *Cleveland contre Wall Street*, une femme américaine, victime de la crise des *subprimes* et des requins de l'immobilier. Un tel système, il ne s'agit pas de *l'humaniser*. Car, pour assurer la survie des plus riches, c'est la démocratie qu'il aura tendance à réguler toujours plus sévèrement – et non pas le capitalisme lui-même. // *faut l'abattre*. Après quoi, c'est promis : je me rendrai aux urnes sans barguigner. Ne fût-ce que pour fêter la bonne nouvelle !